

POLICANT info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE



FEMMES, POLICIÈRES À PART ENTIÈRE

EXERCICE ALERTE ENLÈVEMENT DANS LE CANTON DE VAUD

Jeudi 9 septembre 2021, 150 personnes ont participé à un exercice « alerte enlèvement » dans le canton de Vaud. Organisé conjointement par fedpol et la Police cantonale vaudoise, l'exercice « Alerta » a permis d'entraîner les procédures et la coordination entre tous les partenaires d'une situation nécessitant d'alerter la population afin d'obtenir son appui pour résoudre un enlèvement d'enfant.

Jeudi 2 septembre 2021, à 08h00, le papa d'une fillette de 13 mois se rend au poste de gendarmerie de Moudon pour annoncer la disparition de son enfant, qui aurait été enlevée par sa maîtresse partie en voiture. L'officier de service, rapidement mis au courant, prend la décision de lancer la procédure « alerte enlèvement » et avise fedpol afin de coordonner le déclenchement de cet avis à la population. Un poste de commandement des opérations (PCO) et un poste de commandement judiciaire (PC jud) sont mis en service au Centre de la Blécherette, siège de la Police cantonale au Mont-sur-Lausanne afin de coordonner les opérations de recherche et d'enquête. La gendarmerie et les polices communales engagent une quinzaine de patrouilles aux points clés du canton afin de retrouver la voiture signalée. C'est le scénario imaginé et mis en œuvre par la direction d'exercice (DIREX) ce jeudi matin dans le but d'entraîner les procédures de déclenchement de l'alerte enlèvement. L'exercice « Alerta » a démarré.

Dans ce type de situation, la Police cantonale engage des moyens très conséquents pour procéder aux recherches et investigations, tant sur le terrain que dans l'environnement de la famille concernée. La cinquantaine d'enquêtrices et enquêteurs avec le Ministère public ont procédé

à l'audition formelle du père, à deux perquisitions et à de nombreuses recherches permettant de retrouver le véhicule de l'auteur du rapt à Lausanne puis d'identifier le véhicule de location qu'elle a utilisé pour se rendre en France voisine avec l'enfant.

L'alerte enlèvement est déclenchée par fedpol sur demande du canton. Les photos de la victime et de l'auteur du kidnapping sont diffusées sur le territoire suisse via les médias et tous les partenaires du dispositif. Un signalement est aussi fait dans tout l'espace Schengen, via le Système d'information Schengen SIS. Les nombreuses informations fournies téléphoniquement par des témoins sont enregistrées par la centrale d'appel de fedpol puis par celle de la Police cantonale qui a pris le relai. L'enfant et sa ravisseuse sont finalement localisées et retrouvées en début d'après-midi. Ceci grâce à l'engagement de nombreux partenaires de la Police cantonale vaudoise, dont fedpol, le Ministère public vaudois, la Police municipale de Lausanne et toutes les Polices communales vaudoises, l'Administration fédérale des douanes, la Police des transports, la Gendarmerie française, le Centre de coopération policière et douanière de Genève (CCPD), la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DJEG) et la Fondation Missing Children Switzerland.



L'officier de permanence de la gendarmerie a reçu les premières informations sur cet enlèvement et dirige un groupe de travail immédiatement mis en place.



Au poste de gendarmerie de Moudon, l'entier du personnel policier est réquisitionné pour mener les premières investigations.

Cet exercice, suivi par une douzaine d'observateurs provenant des autres polices latines, doit permettre de tirer des enseignements et améliorer la prise en charge de ces affaires particulièrement sensibles. Il a mis en évidence la nécessité d'un engagement de ressources très importants durant les premières heures, mais également l'amélioration de procédures administratives parfois lourdes et le développement d'outils communs pour le partage d'informations entre les hotlines et les enquêteurs.

@ Alexandre Bisenz



Dans l'exercice, la mère circulait au volant d'une voiture de location. Deux inspecteurs se rendent à l'agence pour recueillir des renseignements.



Les médias ont constamment sollicité la Police cantonale pour obtenir des informations sur l'avancée des recherches.



L'alerte enlèvement implique la communication d'un numéro de téléphone au niveau national pour les éventuels témoins. Un centre d'appel a été mis sur pied et un important personnel mobilisé afin de recueillir les témoignages.



Une salle de réunion a accueilli la direction opérationnelle de l'exercice.



Juste avant le bilan final, les officiers qui ont dirigé les équipes font face aux (faux) journalistes pour répondre aux questions.



Les personnes qui ont participé à l'exercice assistent à un premier bilan tiré par les officiers en charge de l'opération.